

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000605-127

DATE : 2 FÉVRIER 2015

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE JEAN-PIERRE CHRÉTIEN J.C.S.

OLIVER MIELENZ
Requérant

c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC
Intimée

JUGEMENT

[1] **ATTENDU** que le Tribunal a prononcé le 3 juin 2014 un jugement autorisant l'exercice d'un recours collectif dans le présent dossier et qu'il a ordonné, entre autres, la publication d'un avis aux membres selon le contenu et les modalités à être déterminés ultérieurement.

[2] **ATTENDU** que les parties ont soumis au Tribunal une proposition commune concernant la publication de l'avis aux membres.

[3] **CONSIDÉRANT** que cette proposition est convenable et appropriée.

[4] **CONSIDÉRANT** les articles 1005, 1006 et 1046 du *Code de procédure civile*.

30 JAN 2015

500-00-001825-156

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[5] **DÉCLARE** que les Annexes A et B du présent jugement tiennent lieu respectivement de la version française et anglaise de l'avis aux membres;

[6] **DÉCLARE** que les Annexes C et D du présent jugement tiennent lieu respectivement de la version française et anglaise de l'avis abrégé aux membres;

[7] **DÉCLARE** que le délai d'exclusion des membres expire le 15 mai 2015 à 16 h 30;

[8] **ORDONNE**, dans les 45 jours du présent jugement, une publication de la version française de l'avis abrégé dans le *Journal de Montréal* et le *Journal de Québec* et une publication de la version anglaise de l'avis abrégé dans *The Gazette*;

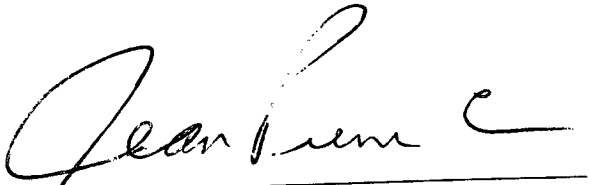
[9] **ORDONNE**, dans les 45 jours du présent jugement, l'affichage de l'Annexe E du présent jugement au greffe de chacun des Palais de justice de la province jusqu'au 15 mai 2015 à 16 h 30;

[10] **AUTORISE** l'étude BGA Avocats à afficher sur son site web les procédures, jugements et avis aux membres du présent dossier;

[11] **ORDONNE** que dans l'éventualité où un communiqué de presse relatif au présent avis aux membres est publié, qu'il y soit précisé le droit pour les membres de s'exclure dans le délai prévu à cette fin;

[12] **PRÉCISE** que les frais pour la diffusion des avis aux Membres inclus à la condamnation aux dépens dans le jugement du 3 juin 2014 autorisant le recours collectif correspondent aux frais de publication dans les trois journaux identifiés au présent jugement;

[13] **LE TOUT** sans frais.


JEAN-PIERRE CHRÉTIEN, J.C.S.

M^e David Bourgoïn
BGA AVOCATS
Pour le requérant

M^e Mario Normandin
BERNARD ROY (Justice-Québec)
Pour l'intimée

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Recours collectif
COUR SUPÉRIEURE

NO: 500-06-000605-127

OLIVIER MIELENZ,

Requérant

c.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC,

Intimé

AVIS AUX MEMBRES

(Article 1006 C.p.c.)

1. PRENEZ AVIS que l'exercice d'un recours collectif a été autorisé le 3 juin 2014 par jugement de la Cour supérieure du Québec, pour le compte des personnes faisant partie du groupe suivant:

« Toutes les personnes physiques, associations et personnes morales, comptant au plus cinquante (50) employés depuis le 2 avril 2011, ayant payé directement ou par l'entremise d'un mandataire des droits de greffe pour une copie d'un document depuis le 2 avril 2009 »

2. Le Juge en chef a décrété que le recours collectif autorisé par ce jugement devait être exercé dans le district judiciaire de Montréal.
3. Le statut de Représentant pour l'exercice du recours collectif a été attribué à M. Olivier Mielenz.
4. Les questions de fait ou de droit qui seront traitées collectivement sont:
 - a) Les droits de greffe pour des copies de documents sont-ils disproportionnés eu égard aux prestations respectives des parties?

- b) Les droits de greffe pour des copies de documents équivalent-ils à de l'exploitation des Membres?
 - c) Si la réponse aux questions a) et b) est affirmative, les droits de greffe pour des copies de documents doivent-ils être intégralement restitués aux Membres ou, subsidiairement, la portion excédant 0,35 \$/page devrait-elle être restituée aux Membres?
 - d) Les droits de greffe pour des copies de documents sont-ils déraisonnables, excessifs et exorbitants?
 - e) Si la réponse à la question d) est affirmative, les droits de greffe pour des copies de documents doivent-ils être intégralement restitués aux Membres ou, subsidiairement, la portion excédant 0,35 \$/page devrait-elle être restituée aux Membres?
 - f) L'intimé a-t-il contrevenu à une obligation que lui impose la *Loi sur la protection du consommateur*?
 - g) Si oui, l'intimé est-il tenu au paiement de dommages punitifs?
5. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes:
- a) **ACCUEILLIR** la requête introductive d'instance du requérant;
 - b) **CONDAMNER** l'intimé à verser au requérant la somme équivalente aux droits de greffe pour des copies de documents perçus depuis le 2 avril 2009, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la requête;
 - c) **SUBSIDIAIREMENT, CONDAMNER** l'intimé à verser au requérant la somme équivalente aux droits de greffe pour des copies de documents perçus depuis le 2 avril 2009 excédant **0,35 \$/page**, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la requête;
 - d) **CONDAMNER** l'intimé à verser à chacun des Membres la somme équivalente aux droits de greffe pour des copies de documents perçus depuis le 2 avril 2009, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la requête;

- e) **SUBSIDIAIREMENT, CONDAMNER** l'intimé à verser à chacun des Membres la somme équivalente aux droits de greffe pour des copies de documents perçus depuis le 2 avril 2009 excédant **0,35 \$/page**, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la requête;
 - f) **CONDAMNER** l'intimé à payer une somme forfaitaire à être déterminée à titre de dommages punitifs;
 - g) **ORDONNER** que, dans la mesure du possible, les dommages précités fassent l'objet d'indemnisations individuelles directes et d'un recouvrement collectif uniquement pour les dommages punitifs selon les prescriptions des articles 1031 à 1040 du *Code de procédure civile*;
 - h) **CONDAMNER** l'intimé à tout autre remède approprié jugé juste et raisonnable;
 - i) **LE TOUT** avec dépens, incluant les frais pour les pièces, les rapports d'expertises, les témoignages d'experts et la publication d'avis.
6. Le recours collectif à être exercé par le Représentant pour le compte des membres du groupe consistera en une action en dommages-intérêts contre la Procureure générale du Québec afin de sanctionner une politique de facturation de frais disproportionnés et/ou abusifs.
7. Tout membre faisant partie du groupe, qui n'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir sur le recours collectif.
8. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure a été fixée au **15 mai 2015 à 16h30**.
9. Un membre, qui n'a pas déjà formé de demande personnelle, peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal, par courrier recommandé ou certifié avant l'expiration du délai d'exclusion à l'adresse suivante:

Grefe de la Cour supérieure, chambre civile
1, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B6
Objet : Mielenz -c- PGQ
Dossier : 500-06-000605-127

10. Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion.
11. Un membre peut faire recevoir par la Cour son intervention si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable ou à un examen médical (selon le cas) à la demande des intimées. Un membre qui n'intervient pas au recours collectif ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable ou à un examen médical que si le Tribunal le considère utile.
12. Un membre autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif.
13. Pour toute information additionnelle, vous pouvez communiquer avec les procureurs du Représentant aux coordonnées suivantes :

BGA AVOCATS sncrl
6090, Jarry Est, Suite B-1
Montréal (Québec) H1P 1V9
Téléphone : 1-877-707-8008
Télécopieur : 1-866-616-0120
Courriel: info@bga-law.com
Site web: www.bga-law.com

CANADA

PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

Class Action
SUPERIOR COURT

NO: 500-06-000605-127

OLIVIER MIELENZ,

Petitioner

c.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC,

Respondent

NOTICE TO MEMBERS

(Article 1006 C.c.p.)

1. PLEASE NOTE that on June 3rd, 2014, the Superior Court of Québec in Montréal authorised the institution of a class action on behalf of all those who are part of the following group of people ("Class members"):

« All natural persons, associations and legal persons with 50 employees or less since April 2nd 2011, who have paid, either directly or through a mandatary, court office fees in order to photocopy a document; and this since April 2nd 2009 »

2. The chief justice has ordered that the class action authorised by the above-mentioned judgement be heard in the judicial district of Montréal.
3. The status of representative of the Class members had been ascribed to Mr. Olivier Mielenz.
4. The common questions of fact or of law for all Class members are as follows:
 - a) Are the court office fees for photocopying disproportionate with regards to the respective effort of each party?

- b) Do the court office fees for photocopying equate to the exploitation of Class members?
 - c) If the answers to questions a) and b) are affirmative, should the court fees for photocopying be reimbursed to the Class members in their entirety, or alternatively, should the amount exceeding 0,35\$ per page be reimbursed to the Class members?
 - d) Are the court office fees for photocopying unreasonable, excessive or exorbitant?
 - e) If the answer to questions d) is affirmative, should the court fees for photocopying be reimbursed to the Class members in their entirety, or alternatively, should the amount exceeding 0,35\$ per page be reimbursed to the Class members?
 - f) Has the Respondent breached any legal obligations imposed by the *Consumer Protection Act*?
 - g) If the answer to questions f) is affirmative, should the Respondent be ordered to pay punitive damages?
5. The class action conclusions associated with these questions are as follows:
- a) **GRANT** the Petitioner's motion to institute proceedings;
 - b) **CONDEM** the Respondent to pay the Petitioner the amount equivalent to the court fees he was charged since April 2nd 2009 for the photocopying of documents, with interest calculated at the legal rate, including the additional indemnity provided for by s. 1619 of the *Civil Code of Québec*, the whole, calculated as of the date the motion to institute proceedings was served;
 - c) ALTERNATIVELY, **CONDEM** the Respondent to pay the Petitioner the amount exceeding 0,35\$ per page he was charged since April 2nd 2009 in court fees for the photocopying of documents, with interest calculated at the legal rate, including the additional indemnity provided for by s. 1619 of the *Civil Code of Québec*, the whole, calculated as of the date the motion to institute proceedings was served;
 - d) **CONDEM** the Respondent to pay each of the Class members the amount equivalent to the court fees for photocopying they were charged since April 2nd 2009, with interest calculated at the legal rate, including the additional indemnity provided for by s. 1619 of the *Civil Code of Québec*, the whole, calculated as of the date the motion to institute proceedings was served;

- e) ALTERNATIVELY, **CONDEM** the Respondent to pay each of the Class members the amount exceeding 0,35\$ per page that they were charged since April 2nd 2009 in court fees for photocopying, with interest calculated at the legal rate, including the additional indemnity provided for by s. 1619 of the *Civil Code of Québec*, the whole, calculated as of the date the motion to institute proceedings was served;
 - f) **CONDEM** the Respondent to pay a yet to be determined lump sum amount in punitive damages;
 - g) **ORDER** that, if possible, the above-mentioned damages will be awarded on an individual basis, and that only the amount for punitive damages be awarded on a collective basis, as per articles 1031 through 1040 Québec's *Civil code of procedure*;
 - h) **CONDEM** the Respondent to pay a yet to be determined lump sum amount in punitive damages;
 - i) **THE WHOLE** with costs, including fees for the exhibits, the expert's reports, the expert witness' testimony and the publication of the notice to members.
6. The class action to be instituted by the Representative on behalf of the Class members is a claim against the Attorney General of Québec for damages resulting from a policy concerning fees and charges deemed to be disproportionate and/or abusive.
 7. All Class members, who have not requested to be excluded in the manner indicated hereinafter, will be bound by any judgement rendered in the class action.
 8. The date by which a class member can no longer request to be excluded from the group has been set at **May 15th 2015 at 4:30 pm.**
 9. A member who has not already made a personal request, can advise the clerk of the Superior Court, district of Montréal, by registered mail prior to the expiration of the above-mentioned delay at the following address:

Office of the Superior Court, civil division
 1, rue Notre-Dame Est
 Montréal (Québec) H2Y 1B6
 Re : Mielenz -c- PGQ
 Court number : 500-06-000605-127

10. Any member who has instituted a motion that the final judgement of the class action would remedy, is deemed to have requested his or her exclusion from the group, if he or she does not discontinue the suit prior to the above-mentioned delay.
11. The Court may allow for a member to intervene in the class action if the intervention is deemed useful to the group. An intervening member may be required to submit to an examination upon discovery or a medical examination (depending on the situation) at the request of the Respondent. A member who does not intervene in the class action can only be required to submit to an examination upon discovery or a medical examination if these actions are deemed useful by the court.
12. No member, other than the Representative or an intervening member, can be ordered to pay the costs of the class action.
13. For any additional information, please contact the counsel for the Representative:

BGA AVOCATS sencrl
6090, Jarry Est, Suite B-1
Montréal (Québec) H1P 1V9
Telephone: 877-707-8008
Fax : 1-866-616-0120
E-Mail: info@bga-law.com
Web Site: www.bga-law.com

FRAIS DE COPIES / PALAIS DE JUSTICE / DROITS DE GREFFE

RECOURS COLLECTIF AUTORISÉ

Un recours collectif contre la Procureure générale du Québec (PGQ) a été autorisé le 3 juin 2014 à Montréal par la Cour supérieure (dossier 500-06-000605-127) pour le compte des personnes faisant partie du Groupe suivant:

Toutes les personnes physiques, associations et personnes morales, comptant au plus cinquante (50) employés depuis le 2 avril 2011, ayant payé directement ou par l'entremise d'un mandataire des droits de greffe pour une copie d'un document depuis le 2 avril 2009.

Le représentant des membres du Groupe est **M. Olivier Mielenz**. Les avocats du Groupe sont **BGA Avocats** 1-877-707-8008 / www.bga-law.com/copies.

Le recours collectif à être exercé consistera en une action en dommages-intérêts contre la PGQ afin de sanctionner une politique de facturation de frais disproportionnés et/ou abusifs.

M. Mielenz demande à la Cour de condamner la PGQ à verser aux membres du Groupe les dommages-intérêts suivants :

- *la somme équivalente aux droits de greffe pour des copies de documents, plus les intérêts;*
- *subsidiatement, la somme équivalente aux droits de greffe pour des copies de documents excédant 0,35\$/page, plus les intérêts;*
- *une somme forfaitaire à être déterminé à titre de dommage punitifs;*

La PGQ conteste le bien fondé de ce recours collectif.

Un membre peut choisir de s'exclure de ce recours collectif au plus tard le **15 mai 2015**.

Ceci est un **avis simplifié**. Une **version détaillée** contenant notamment les instructions relatives à l'exclusion d'un membre est disponible au greffe de la Cour supérieure à Montréal et sur www.bga-law.com/copies. En cas de divergence, l'avis détaillé prévaut.

LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL

FEES FOR COPYING / COURTHOUSE / COURT OFFICE FEES

CLASS ACTION TO PROCEED

On June 3rd, 2014, the Superior Court in Montréal authorised the institution of a class action (file # 500-06-000605-127) against the Attorney General of Québec (AGQ) on behalf of the following group Class members:

All natural persons, associations and legal persons with 50 employees or less since April 2nd 2011, who have paid, either directly or through a mandatary, court office fees in order to photocopy a document, and this since April 2nd 2009.

The designated person to represent the Class members is **Mr. Olivier Mielenz**. Counsel representing Class members is **BGA Avocats** 1-877-707-8008 / www.bga-law.com/copies.

The class action to be instituted is a claim against the AGQ for damages resulting from a policy concerning fees and charges alleged to be disproportionate and/or abusive.

Mr Mielenz ask the Court to condemn the AGQ to pay the Class members the following damages:

- *An amount equivalent to the fees paid to the court office for photocopies, plus interest;*
- *Alternatively, the amount exceeding 0,35\$ per page paid to the court office for photocopies, plus interest;*
- *A fixed amount to be determined in punitive damages.*

The class action is contested by the AGQ.

A Class member can request to be excluded from this class action no later than **May 15th, 2015**.

This is a **simplified notice**. A **detailed version**, including instruction on how to request an exclusion from the class action, is available at the office of the Superior court at the Montréal courthouse and also at www.bga-law.com/copies. In case of any discrepancies between the two notices, the detailed notice shall prevail.

THE PUBLICATION OF THIS NOTICE WAS ORDERED BY THE COURT

FRAIS DE COPIES / PALAIS DE
JUSTICE / DROITS DE GREFFE

COPYING FEES / COURTHOUSE /
COURT OFFICE FEES

RECOURS COLLECTIF AUTORISÉ

CLASS ACTION TO PROCEED

Un recours collectif contre la Procureure générale du Québec (PGQ) a été autorisé le 3 juin 2014 à Montréal par la Cour supérieure (dossier 500-06-000605-127) pour le compte des personnes faisant partie du Groupe suivant:

On June 3rd, 2014, the Superior Court in Montréal authorised the institution of a class action (file # 500-06-000605-127) against the Attorney General of Québec (AGQ) on behalf of the following Class members:

Toutes les personnes physiques, associations et personnes morales, comptant au plus cinquante (50) employés depuis le 2 avril 2011, ayant payé directement ou par l'entremise d'un mandataire des droits de greffe pour une copie d'un document depuis le 2 avril 2009.

All natural persons, associations and legal persons with 50 employees or less since April 2nd 2011, who have paid, either directly or through a mandatary, court office fees in order to photocopy a document, and this since April 2nd 2009.

Le représentant des membres du Groupe est **M. Olivier Mielenz**. Les avocats du Groupe sont **BGA Avocats** 1-877-707-8008 / www.bga-law.com/copies.

The designated person to represent the Class members is **Mr. Olivier Mielenz**. Counsel representing Class members is **BGA Avocats** 1-877-707-8008 / www.bga-law.com/copies

Le recours collectif à être exercé consistera en une action en dommages-intérêts contre la PGQ afin de sanctionner une politique de facturation de frais disproportionnés et/ou abusifs.

The class action to be instituted is a claim against the AGQ for damages resulting from a policy concerning fees and charges alleged to be disproportionate and/or abusive.

M. Mielenz demande à la Cour de condamner la PGQ à verser aux membres du Groupe les dommages-intérêts suivants :

Mr Mielenz ask the Court to condemn the AGQ to pay the Class members the following damages:

- la somme équivalente aux droits de greffe pour des copies de documents, plus les intérêts;
- subsidiairement, la somme équivalente aux droits de greffe pour des copies de documents excédant 0,35\$/page, plus les intérêts;
- une somme forfaitaire à être déterminé à titre de dommage punitifs;

- An amount equivalent to the fees paid to the court office for photocopies, plus interest;
- Alternatively, the amount exceeding 0,35\$ per page paid to the court office for photocopies, plus interest;
- A fixed amount to be determined in punitive damages;

La PGQ conteste le bien fondé de ce recours collectif.

The class action is contested by the AGQ.

Un membre peut choisir de s'exclure de ce recours collectif au plus tard le **15 mai 2015**.

A Class member can request to be excluded from this class action no later than **May 15th, 2015**.

Ceci est un **avis simplifié**. Une **version détaillée** contenant notamment les instructions relatives à l'exclusion d'un membre est disponible au greffe de la Cour supérieure à Montréal et sur www.bga-law.com/copies. En cas de divergence, l'avis détaillé prévaut.

This is a **simplified notice**. A **detailed version**, including instruction on how to request an exclusion from the class action, is available at the office of the Superior court at the Montréal courthouse and also at www.bga-law.com/copies. In case of any discrepancies between the two notices, the detailed notice shall prevail.

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ
ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE
WAS ORDERED BY THE COURT**